

L'entourage de Raymond Poincaré, président de la République (février 1913-février 1920)

Rosemonde Sanson

Elu président de la République le 17 janvier 1913, Raymond Poincaré démissionne de la présidence du Conseil. Pendant un an, détenteur aussi du portefeuille des Affaires étrangères, il s'était entouré d'un chef de cabinet et du personnel Jules Daeschner, aidé de deux chefs adjoints, William Martin et Adolphe Pichon, d'un sous-chef de cabinet, Bizouard de Montille, et avait pour secrétaire particulier Marcel Gras¹. De cette équipe, il ne retient que deux personnes pour l'accompagner à l'Élysée. Il promeut Adolphe Pichon secrétaire général civil de la présidence de la République et garde Marcel Gras comme secrétaire particulier. À côté du secrétariat civil, il rétablit auprès de lui un secrétaire général militaire, titre supprimé par son prédécesseur à l'Élysée, Armand Fallières. Dans ses *Notes journalières*, il commente : « J'ai cru bon de le rétablir pour rendre hommage à l'armée² », et bien évidemment la maison militaire comprend plusieurs officiers détachés.

Le déclenchement des hostilités en août 1914 entraîne un remaniement forcé de l'entourage militaire et civil. « Les officiers de ma maison militaire qui sont tous en activité de service doivent rejoindre sur terre et sur mer les lieux qui leur sont assignés. » Et de déplorer de devoir leur faire ses adieux « le cœur serré³ ». Il doit aussi laisser partir aux armées son secrétaire général civil Adolphe Pichon, incorporé en tant que lieutenant, et son secrétaire particulier Marcel Gras qu'il ne remplacera pas pendant toute la durée du conflit. Ces deux personnalités réintègrent, en revanche, leur fonction la guerre terminée, rappelés par le président de la République, preuve de son attachement à ses anciens collaborateurs. Pendant la période intermédiaire, il a dû faire appel à des officiers en section de réserve, et successivement à deux secrétaires civils, Félix Decori (août 1914-octobre 1915) et Olivier Sainsère (octobre 1915-fin 1918), le premier étant terrassé par une crise cardiaque à l'Élysée même. Qui sont ces secrétaires civils et militaires ? Quels rôles leur sont-ils impartis ?

Le bureau du secrétaire général civil jouxtait le cabinet du président de la République ; plus avant, les pièces consacrées aux militaires. L'ordonnance traduit la proximité existante entre le Président et son secrétaire civil.

¹ Cf. François Lafarse, *Les cabinets ministériels français de 1899 à 1914*, maîtrise préparée sous la direction de Gilles Le Béguec, Limoges 1992.

² Bibliothèque nationale (Bibl. nat.), Fonds Poincaré, *Notes journalières*, 18 février 1913.

³ Raymond Poincaré, *Au service de la France, neuf années de souvenirs*, T. V : *L'invasion*, Paris, Plon, 1928, p. 35.

Les secrétaires civils : trois proches et trois hommes compétents

De fait, Raymond Poincaré a choisi comme titulaire de ce poste trois personnalités qu'il connaissait depuis longtemps et dont, à des degrés divers, il avait eu l'occasion d'apprécier les qualités. Adolphe Pichon et Olivier Sainsère, tous deux issus du Conseil d'Etat, arrivent à l'Élysée nantis de solides expériences administratives et gouvernementales ; quant à Félix Decori, vieil ami de Poincaré, c'est un brillant avocat d'Assises.

Le 17 février 1913, Poincaré adresse une lettre de simple convenance au vice-président du Conseil d'Etat (en fait, on reconnaît la grosse écriture de Pichon lui-même qui signe... Poincaré), lui disant son intention « de confier à M. Pichon [...] la fonction de secrétaire général civil de la Présidence de la République ». C'est un homme encore jeune, il a trente-sept ans, mais déjà riche d'une longue pratique des cabinets ministériels. Poincaré a fait appel à lui pour la première fois sept ans plus tôt, alors qu'il détenait le portefeuille des Finances dans le cabinet Sarrien. Né à Angoulême, détenteur d'une licence de lettres et d'un doctorat de droit, Adolphe Pichon est avocat stagiaire en 1900, mais il quitte l'avocature, demandant un certificat de fin de stage. Il commence alors sa véritable carrière à Paris en 1903 en tant que rédacteur au ministère du Commerce. Trois ans plus tard, Poincaré, ministre des Finances, lui confie la charge de sous-chef de son cabinet. Puis il passe au service de Jean Dupuy, d'abord en tant que chef adjoint, puis comme chef de cabinet sous un deuxième ministre Jean Dupuy au Commerce et à l'Industrie : Alfred Massé, successeur de Jean Dupuy, le maintient en fonction. De mars à juin 1911, on le retrouve chef adjoint auprès du ministre des Affaires étrangères Jean Cruppi, qu'il suit lorsque ce dernier devient Garde des Sceaux dans le cabinet Caillaux. Lors de la formation du ministère Poincaré le 14 janvier 1912, il rejoint Jean Dupuy aux Travaux publics, mais dix jours plus tard le président du Conseil le recrute pour son propre cabinet avec le titre de chef adjoint. En sus de ces différents services qui le dotent d'une large palette d'expériences des affaires ministérielles, Adolphe Pichon donne depuis 1908 des cours à la faculté de droit de Paris. Le 1^{er} juin 1912, il intègre le Conseil d'Etat avec le grade de maître des requêtes.

Ce serviteur du monde modéré – Jean Dupuy et Jean Cruppi sont, comme Raymond Poincaré, des élus de l'Alliance républicaine démocratique⁴ – part au front en août 1914. Après l'armistice, Poincaré le rappelle auprès de lui, et son septennat terminé il se préoccupe de son avenir, souhaitant sa nomination à la Commission des Réparations. Le Conseil d'Etat entérine et informe M. Poincaré (sic) le 9 mars 1920. Pichon assume cette fonction jusqu'en 1925. Un an plus tard, il présente sa démission du Conseil d'Etat, puis entre dans le privé au grand dam du Conseiller Colson, qui écrit : « C'est avec regret que nous voyons partir cet excellent collaborateur. C'est un exemple de plus des difficultés de retenir un fonctionnaire de valeur avec les traitements actuels des emplois supérieurs dans l'administration⁵. »

⁴ Rosemonde Sanson, *L'Alliance républicaine démocratique, une formation de centre (1901-1920)*, Paris, PUR, 2003.

⁵ Archives du Conseil d'Etat, dossier Pichon.

Rosemonde Sanson, « L'entourage de Raymond Poincaré, président de la République (février 1913-février 1920), *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°8, mai-août 2009. www.histoire-politique.fr

Les contacts cordiaux entre les deux hommes perdurent, que concrétisent lettres et entrevues. Ainsi en juillet 1929, Adolphe Pichon écrit à Poincaré pour déplorer « que ce ne [soit] plus entre vos mains que [soient] les affaires de notre pays ». Il l'assure du « souvenir ineffaçable d'avoir été [son] collaborateur⁶ ».

A l'« expert » Adolphe Pichon succède au poste de secrétaire général civil un avocat dépourvu de véritable expérience politique. « Un de mes plus chers confrères du barreau, Félix Decori, n'étant plus apte à être mobilisé, s'offre », rappelle Poincaré dans ses *Souvenirs*, « à remplacer M. Pichon⁷ ». Les deux hommes, en effet, sont amis depuis plus de vingt ans. Né, comme Raymond Poincaré, en 1860, mais à Paris, Félix Decori, avec quelques années de décalage, suit le même cursus que son illustre contemporain : études de droit dans la capitale, la Conférence de stage dont il sort en dixième rang des secrétaires de stage dans la même session que Louis Barthou (classé en sixième rang), autre proche de Poincaré⁸. Inscrit au barreau de Paris, il devient vite un pénaliste de renom.

Decori s'illustre lors de deux affaires criminelles : l'affaire Eyraud-Bompard et l'affaire de l'Opéra, bien que, malgré tout son talent, il n'ait pu éviter la peine capitale à son client Eyraud. Cet escroc essayait d'attirer des hommes fortunés grâce à un appât, Gabrielle Bompard, sa complice. Les fripouilles ont fini par tuer un riche huissier, à enfermer son corps dans une malle, mais ils sont arrêtés. Félix Decori et l'un de ses amis, autre grand pénaliste de l'époque, Henri Robert, sont chargés l'un de la défense du criminel, l'autre de celle de sa complice. Ce dernier a été plus heureux, puisque sa cliente a échappé à la peine de mort. Il n'empêche, Félix Decori, fier de sa plaidoirie, la publie, comme il est fréquent alors pour un avocat d'Assises. Plus avant dans sa carrière, il se tourne vers le droit civil, devenant avocat attitré de l'administration des Douanes.

Félix Decori et son épouse fréquentent le « monde », sortent beaucoup, parfois en compagnie du couple Poincaré, comme en témoignent lettres et écrits de Madame Decori⁹. Félix Decori s'avère aussi un fin lettré : il a commenté la publication de missives échangées entre George Sand et Alfred de Musset.

Il a aussi tâté de la politique en se présentant à une sénatoriale en Corse, île dont ses ancêtres sont originaires, mais rencontrant l'échec, il en reste là.

Félix Decori est élu au Conseil de l'Ordre en début 1914, ce qui vaut reconnaissance de ses pairs. Il arrive donc à l'Élysée à cinquante-quatre ans, encore dans la force de l'âge, mais affaibli par des troubles cardiaques. Ne ménageant guère sa santé, il décède subitement, dans son bureau, environ un an plus tard. Le pénaliste Henri Robert a prononcé son oraison funèbre devant un Raymond Poincaré très affecté¹⁰.

Pour succéder au regretté Félix Decori, Poincaré pense, une nouvelle fois, à un ami, son compatriote meusien, Olivier Sainsère, dont la famille est liée à la sienne et qui est également juriste de formation.

⁶ Bibl. nat., Fonds Poincaré, Correspondances, T. XXVII, nombreuses lettres de Pichon.

⁷ Raymond Poincaré, *op. cit.*, T. V : *L'invasion*, p. 35.

⁸ Association amicale des secrétaires et anciens secrétaires de la Conférence des avocats, éd. 1981, année 1886-1887.

⁹ Bibl. nat., Fonds Madame Decori, un mémoire et des lettres. Je tiens à remercier Yves Ozanam, archiviste à l'Ordre des avocats, de m'avoir transmis de précieux renseignements sur Félix Decori.

¹⁰ Raymond Poincaré, *Au service de la France, neuf années de souvenirs*, T. VII : *Guerre de siège*, Paris, Plon, 1931 : récit de la mort de Decori et de ses obsèques, p. 183-187.

Rosemonde Sanson, « L'entourage de Raymond Poincaré, président de la République (février 1913-février 1920), *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°8, mai-août 2009. www.histoire-politique.fr

Conseiller d'Etat honoraire depuis 1913, Olivier-Marie Sainsère est âgé de soixante-trois ans lorsqu'il devient secrétaire général civil du président de la République. Natif de Bar-le-Duc, fils d'un industriel, il a suivi un cursus de droit. En 1873, il s'inscrit comme avocat à la cour d'assises de Paris. Cinq ans plus tard, le député de la Meuse Jules Develle, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur dans le cabinet Waddington, le requiert comme attaché à son cabinet. Après cette courte expérience, à peine deux mois, Olivier Sainsère embrasse la carrière préfectorale. D'abord nommé conseiller de préfecture en Haute-Saône en mai 1879, il accède à la fonction de sous-préfet en avril 1880. Son premier poste se situe à Loudéac, puis il est envoyé, tour à tour, en tant que sous-préfet à Coulommiers, à Louviers, à Lunéville, à Dieppe, à Fontainebleau. Enfin, en 1889, il se voit confier la préfecture du Loir-et-Cher. Sa carrière prend alors un tournant décisif.

En décembre 1892, Emile Loubet, ministre de l'Intérieur au temps de la présidence du Conseil de Ribot, le nomme directeur de cabinet. Il passe ensuite au service de Charles Dupuy, président du Conseil et ministre de l'Intérieur et des Cultes (1894), puis rejoint Louis Barthou, détenteur du portefeuille de l'Intérieur sous Méline, qui lui confie la charge de directeur de cabinet. Entre ces différents services, l'administration le nomme par deux fois, sans doute pour raisons alimentaires, bien que Sainsère possède un château dans la Meuse ¹¹, à la tête d'une recette-perception de Paris.

En octobre 1896, il entre au Conseil d'Etat avec le titre de conseiller, mais il ne prend véritablement sa fonction qu'en juin 1898, c'est-à-dire après la démission du cabinet Méline. Il est alors commandeur de la Légion d'honneur. De 1898 à 1913, le Conseil d'Etat le nomme membre ou président de différentes commissions fort diversifiées, telles celles concernant les chemins de fer, l'automobile ou les Affaires étrangères. Olivier Sainsère a donc acquis au cours de sa carrière un solide bagage de grand serviteur de l'Etat. Raymond Poincaré le qualifie d'ailleurs de « collaborateur sûr et avisé ¹² ». De plus, Olivier Sainsère, qui s'intéresse beaucoup aux arts et préside certaines sociétés de peinture, a peaufiné les compétences du président de la République en ce domaine. Celui-ci note d'ailleurs, au fil de la plume, avoir visité une exposition avec son secrétaire général.

Après la signature de l'armistice, Raymond Poincaré pense à renouveler les membres de son équipe civile et militaire. Il récompense Olivier Sainsère, son collaborateur et compatriote, en l'élevant au grade de grand officier de la Légion d'honneur. Au début 1919, Adolphe Pichon retrouve le bureau voisin de celui du président de la République. Retiré des milieux du pouvoir, Olivier Sainsère décède en 1923¹³.

Trois généraux successivement à la tête de la maison militaire

Si le président de la République, Raymond Poincaré, a fait choix de ses secrétaires généraux civils, il procède différemment pour la composition de sa maison militaire.

En février 1913, il demande aux officiers d'ordonnance du président Fallières de continuer leurs services à l'Elysée. Désireux de rétablir auprès de lui un secrétaire

¹¹ *Bottin mondain*, 1920.

¹² Raymond Poincaré, *op. cit.*, T. VII, *Guerre de siège*, p. 189.

¹³ Archives du Conseil d'Etat : dossier Sainsère. Je tiens à remercier le jeune conseiller d'Etat Thomas Andrieu, secrétaire général adjoint du Conseil d'Etat, de m'avoir autorisée à consulter les dossiers Pichon et Sainsère.

Rosemonde Sanson, « L'entourage de Raymond Poincaré, président de la République (février 1913-février 1920), *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°8, mai-août 2009. www.histoire-politique.fr

général militaire, il s'en remet au ministre de la Guerre, Eugène Etienne, un de ses amis de l'Alliance, afin qu'il lui désigne un général – un général de cavalerie, précise-t-il. Le ministre lui recommande le général Antoine Beaudemoulin, officier excellemment noté. Poincaré rapporte alors cette anecdote à son propos : Beaudemoulin « surpris et heureux » car il n'avait nullement intrigué, rentre chez lui et dit à sa femme : « Nous allons coucher à l'Élysée. Sa femme l'a pris pour un fou », et Poincaré d'ajouter avoir écarté tous ceux qui avaient cherché des appuis¹⁴.

La première maison militaire de février 1913 à août 1914 a donc à sa tête le général Adolphe Beaudemoulin et comprend, comme officiers attachés à la personne du Président le capitaine de vaisseau Grandclément, le colonel d'infanterie Boulangé, le lieutenant-colonel d'artillerie Aldebert, le lieutenant-colonel d'infanterie coloniale Aubert, le lieutenant-colonel du génie Marie Jean-Baptiste Pénelon, enfin Jouffroy, lieutenant-colonel de gendarmerie, reste en place en tant que commandant militaire du Palais de l'Élysée¹⁵. La composition reflète, on le voit, un souci de représentation des différentes armes.

En août 1914, Raymond Poincaré doit se séparer des membres de sa maison militaire, y compris du général Beaudemoulin. Tous sont des officiers d'active et envoyés, en tant que tels, à quelques jours d'intervalle vers les différents champs d'opérations. Le Président doit les remplacer par des officiers « retraités », selon son expression, alors que les militaires les signalent comme « en section de réserve ». Une nouvelle fois, il a demandé au ministre de la Guerre, en août 1914, il s'agit d'Adolphe Messimy, de lui désigner un général de cavalerie comme secrétaire général militaire. Paul-Louis Duparge, distingué en « raison de ses excellents services » succède ainsi au « dévoué général Beaudemoulin ». Duparge s'entoure alors de « vieux officiers », amis de longue date. « Je ne serai plus entouré que de têtes chenues et de barbes grises », conclut nostalgiquement, malgré le recul, l'ancien Président¹⁶.

Cette équipe emmenée par le général Duparge, grand officier de la Légion d'honneur, demeure inchangée pendant toute la durée du conflit (août 1914-fin 1918). Elle comprend six officiers, plus le lieutenant-colonel de gendarmerie Verdini, commandant du Palais de l'Élysée. Sa composition répond toujours au maintien d'un équilibre entre les diverses armes, soit le colonel d'infanterie Derieux, le lieutenant-colonel d'infanterie Renault, le lieutenant-colonel d'infanterie coloniale Vallières, le lieutenant-colonel du génie Bonel, le capitaine de frégate Portier, et le chef d'escadron Nazareth, tous décorés de la Légion d'honneur¹⁷.

Les officiers de cadre de réserve ayant été nommés « par intérim » pour toute la durée de la guerre, l'armistice signé, Poincaré est amené à s'entourer d'une nouvelle équipe (1919-1920). Il décide « de constituer à la date du 11 janvier 1919 sa maison militaire avec des officiers de l'armée active », et la circulaire poursuit qu'il porte son choix « pour exercer la fonction de Secrétaire général militaire à la Présidence et Chef de la maison militaire, le général de brigade Pénelon, commandant le génie de la 3^e armée¹⁸ ». L'équipe s'étoffe, puisqu'elle comprend maintenant sept officiers, dont le

¹⁴ Bibl. nat., Fonds Poincaré, *Notes journalières*, 12 et 18 février 1913.

¹⁵ *Annuaire de la guerre*, 1913.

¹⁶ Raymond Poincaré, *Souvenirs*, op. cit., T. V, *L'invasion*, p. 35.

¹⁷ *Annuaire de la Presse*, 1915 à 1918.

¹⁸ SHAT, dossier Pénelon, 9 yd 791.

Rosemonde Sanson, « L'entourage de Raymond Poincaré, président de la République (février 1913-février 1920), *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°8, mai-août 2009. www.histoire-politique.fr

revenant, le capitaine de vaisseau Grandclément ; elle se compose en outre du lieutenant-colonel Blavier, du colonel d'infanterie Prunier, du lieutenant de génie Braconnier, du lieutenant-colonel d'artillerie Nodet, du chef d'infanterie coloniale Féquant, qui accompagne souvent Poincaré dans ses déplacements ; enfin, le capitaine de gendarmerie Brosse assure le commandement militaire du Palais de l'Élysée. Paul Deschanel, qui prend ses fonctions de président de la République en février 1920, maintient ces officiers en poste jusqu'à sa démission ¹⁹.

Quelques analogies caractérisent les trois officiers acceptés ou choisis par Raymond Poincaré pour assumer auprès de lui la fonction de secrétaire général militaire. Par-delà leur différence d'âge à la prise de poste, Beaudemoulin a alors cinquante-six ans, Duparge soixante-cinq ans et Pénélon quarante-huit ans, tous trois sont issus « d'une sélection sociale et d'une sélection scolaire » pour reprendre l'expression de Christophe Charle dans *Les élites de la République*. Les deux provinciaux, Beaudemoulin est né à Limoges et Pénélon à Bourganeuf dans la Creuse, et le natif de la Seine, Duparge a vu le jour à Vincennes, ont des pères que la profession rattache aux classes moyennes. A leur naissance, la situation socio-professionnelle est indiquée respectivement comme : propriétaire, médecin-major, ingénieur civil. Après le baccalauréat, le plus âgé, né en 1849, intègre l'École impériale militaire en 1868, dont il sort 89^e sur 275 ; Beaudemoulin entre à Saint-Cyr, et son rang de sortie est 81^e sur 380, et Pénélon fait Polytechnique. Les uns et les autres ont complété leur formation première en suivant les cours, pour les deux premiers, de l'École d'application de cavalerie, pour le troisième de l'École d'application de Fontainebleau, mais il est noté, lui aussi, comme excellent cavalier. Tous trois épousent des jeunes filles qui leur apportent une dot confortable, environ 50 000 francs.

Malgré leur différence d'armes, Beaudemoulin et Duparge sont rattachés à la Cavalerie, Pénélon au Génie, tous trois ont obtenu galons puis étoiles avec régularité, atteignant le grade de général de brigade respectivement, par ordre de passage à la Présidence, à cinquante-trois ans, à cinquante et un ans et à quarante-six ans. Instructeurs dans des écoles militaires, ces officiers sont constamment bien notés par leurs supérieurs, comme en témoigne leur dossier individuel. A la veille d'entrer au service de l'Élysée, le supérieur de Beaudemoulin porte sur l'impétrant un jugement élogieux bien que lapidaire : « Beaucoup de tact et de fermeté. Tempérament cavalier plein d'entrain et de vigueur. Très travailleur. » Plus dithyrambique, un colonel juge ainsi le commandant Duparge en 1889 : « Très bel officier [...] doué de toutes les qualités maîtresses qui font un vrai chef de cavalerie. Ferme sans être raide avec ses Inférieurs (sic pour la majuscule), soumis avec ses Chefs (re-sic) le modèle des époux, le meilleur des pères, je ne peux exprimer tout le bien que j'en pense » et il ajoute souhaiter « ardemment pour notre arme qu'il arrive haut et vite ». Quelque six ans après être entré dans la carrière, Pénélon est apprécié comme « excellent officier très militaire », comme « homme du monde », et son supérieur lui présage un « brillant avenir ». La notation s'avère judicieuse. Cela étant, les trois généraux ont eu un tracé de carrière fort dissemblable ²⁰.

Antoine Beaudemoulin présente le profil d'un officier de terrain. Il acquiert ses galons essentiellement en servant, dans les chasseurs, en Afrique noire ou au Maroc.

¹⁹ *Annuaire de la presse*, 1919 et 1920.

²⁰ SHAT, dossier Beaudemoulin 9 yd 579 ; dossier Duparge, 9 yd 394 ; dossier Pénélon 9 yd 791.

Rosemonde Sanson, « L'entourage de Raymond Poincaré, président de la République (février 1913-février 1920), *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°8, mai-août 2009. www.histoire-politique.fr

Stationné en métropole, il connaît des affectations dans diverses villes de garnison. Ainsi, lors de son mariage en 1892, il est capitaine des dragons, cantonné à Montauban. Lorsqu'il est nommé en février 1913 à l'Élysée, devenu général de brigade, il commande la 7^e brigade de dragons de Châlons. La guerre déclarée, il reprend du service actif. D'abord attaché dès le 9 août 1914 à l'inspection de la cavalerie du camp retranché de Paris, il est ensuite affecté auprès du général commandant les armées du Nord, où il aurait obtenu des résultats « remarquables ». Blessé pendant le conflit, il est placé en mai 1918, à cinquante-neuf ans, officier de réserve par anticipation. Il décède près d'une décennie plus tard.

Si le jeune lieutenant Paul-Louis Duparge fait ses premières armes en 1870-1871 contre l'Allemagne, puis dans l'armée de Versailles, après son passage à l'École de cavalerie, il est nommé « officier acheteur permanent » du dépôt de Caen. Bref, c'est un gestionnaire, responsable des dépôts de remonte, c'est-à-dire de « l'intendance » de tout ce qui concerne la cavalerie. Aussi, un supérieur hiérarchique croit-il bon de notifier à son propos : « quoique éloigné du service actif, se tient au courant de toutes les choses du métier ». Duparge acquiert le grade de général de division en 1904 et achève sa carrière militaire comme inspecteur général permanent de remonte. Il est placé en section de réserve le 12 mai 1914. Retraite de courte durée, puisque le ministre de la Guerre Messimy, par le décret du 11 août 1914, le désigne « pour remplacer par intérim, pendant toute la durée de la guerre, les fonctions de secrétaire général de la Présidence en remplacement du général Beaudemoulin²¹ ». De fait, sa responsabilité s'achève à la fin de l'année 1918. Il habite Paris, où il décède en 1932.

Quant à Marie Jean-Baptiste Pénelon, il n'a connu le champ de bataille qu'en... 1917. Il est d'abord affecté, en 1885, au premier régiment du génie de Versailles, puis entre à l'École supérieure de la guerre. On le retrouve ensuite attaché au service de l'État-major du gouvernement de Paris et officier d'ordonnance du très politique général Brugère qui a laissé des papiers précieux²², le qualifiant en particulier « d'instructeur de premier ordre, de conférencier expérimenté » et reconnaît « qu'il a développé au régiment le goût de l'exercice physique et qu'il a perfectionné les connaissances tactiques des officiers ». Vice-président du Conseil supérieur de la Guerre au début du XX^e siècle, Pénelon est cantonné un temps auprès du régiment d'Angers avant d'être nommé le 12 janvier 1912 « officier attaché à la personne du président de la République » Armand Fallières, et le demeure en 1913 au temps de Poincaré.

Dès le début du conflit, Pénelon, promu depuis peu colonel (en juin 1914) est chargé des « délicates fonctions d'agent de liaison entre le général commandant en chef des armées françaises et les pouvoirs publics, Président de la République, Président du Conseil et ministre de la Guerre ». Il aurait, à cette fonction, fait montre « de son dévouement, de son activité inlassable, de son intelligence très prompte, de sa souplesse, de sa connaissance du milieu » estime le général Pellé, ce qui lui a permis de rendre de « précieux services », au vrai, selon le notateur, « sa collaboration [s'avère] difficilement remplaçable²³ ». Poincaré, de son côté, paraît fort satisfait des renseignements qu'il lui fournit, et lui accorde toute sa confiance. Cependant, en 1917

²¹ Dans dossier Duparge, Note du ministre de la Guerre.

²² Cf. Christian Paul et Marc Velloy, *L'entourage militaire du Président de la III^e République, 1871- 1939*, mémoire de maîtrise de l'IEP de Paris, sous la direction de Stéphane Rials, 1980.

²³ Cf. SHAT, dossier Pénelon, dossier cité

Rosemonde Sanson, « L'entourage de Raymond Poincaré, président de la République (février 1913-février 1920), *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°8, mai-août 2009. www.histoire-politique.fr

il quitte le Grand Quartier général (GQG) et rejoint la 7^e armée. Il se serait alors distingué sur le front, en particulier sur celui de l'Oise en 1918.

Sur la demande du Président Poincaré, il est mis, dès le 1^{er} janvier 1919, à la disposition de celui-ci et reste son secrétaire général militaire jusqu'à la fin de son mandat en février 1920. Il reste en poste au temps de Paul Deschanel. Après la démission de Deschanel, obligé de démissionner en septembre 1920, Pénelon est alors nommé commandant du génie du gouvernement de Paris et commandant supérieur des troupes. Général de brigade en 1916, puis général de division depuis 1919, il est mis en section de réserve en 1925. Il passe les quelque vingt années qui lui restent à vivre, décédant en 1936, essentiellement dans sa propriété sise en Haute-Garonne, entrecoupé de brefs séjours dans la capitale où il a gardé un pied-à-terre.

Deux remarques adjuvantes pour en finir avec la carrière de ces officiers. Tous trois ont appris l'allemand et sont capables de le traduire, avec ou sans dictionnaire, précise-t-on dans leur dossier. Rien d'étonnant après la défaite de 1871. Par ailleurs, on notera, non sans malice, que l'accession au grade de général de brigade – à tout le moins en ce qui concerne notre petit échantillon – est inversement proportionnel au temps passé sur le terrain d'affrontements militaires, voire en garnison provinciale !

Quelques notations de Poincaré sur son entourage

Raymond Poincaré, dans *Au service de la France* ou dans ses *Notes journalières* restées manuscrites évoque rarement ses collaborateurs civils ; en temps de guerre, il est normal qu'il mentionne un peu plus les militaires. Il s'agit ici, non de résumer les fonctions habituelles des secrétaires civils et des chefs de la maison militaire, mais de s'en tenir strictement aux seules notations du Président ²⁴.

Le secrétaire général civil a pour mission de préparer les dossiers du Président. Adolphe Pichon s'en acquitte très bien, aux dires de Poincaré. Le secrétaire civil introduit des personnalités auprès du Président, qui font antichambre dans son bureau. Ainsi a-t-il l'oreille du maître. Félix Decori, Olivier Sainsère rapportent à Poincaré des confidences échappées, des propos entendus, voire des plaisanteries. Parfois, le secrétaire se substitue au « patron ». Ainsi, Adolphe Pichon reçoit l'ambassadeur d'Allemagne Schoen, peu avant le déclenchement du conflit ; sous le ministère Clemenceau, Olivier Sainsère joue souvent le rôle d'intermédiaire entre le président du Conseil et le président de la République, le premier tenant à l'écart le second. Il s'ensuit que Clemenceau passe dans le bureau de Sainsère pour laisser des messages à Poincaré, ou que Georges Mendel, son propre secrétaire, traite directement avec Sainsère ²⁵. Poincaré mentionne la présence à ses côtés de son secrétaire civil lors de cérémonies, ou lors de ses déplacements officiels. Une confiance doit donc exister entre les deux hommes, voire une connivence. Poincaré considère, semble-t-il, ses collaborateurs comme des confidents ; ne les a-t-il pas choisis parmi ses amis ?

²⁴ Cf. René Rémond, Aline Coutrot, Isabel Boussard, *Quarante ans de cabinets ministériels*, Paris, Presse de la FNSP, 1982 ; cf. aussi Christian Paul, Marc Vellay, *op. cit.*

²⁵ Raymond Poincaré, *op. cit.*, T. XI, *A la recherche de la paix*.

Rosemonde Sanson, « L'entourage de Raymond Poincaré, président de la République (février 1913-février 1920), *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°8, mai-août 2009. www.histoire-politique.fr

Plus que le nom des deux secrétaires militaires successifs, c'est celui du commandant Pénelon, agent de liaison dès le 2 août 1914 entre le GQG (Grand Quartier Général), le gouvernement et le Président, qui est le plus souvent cité dans les écrits de Poincaré. Il est assisté, dans cette fonction, du commandant Herbillon, parfois mentionné aussi. Durant la guerre, Pénelon renseigne régulièrement Poincaré sur l'état des forces armées. L'intimité entre les deux hommes est devenue telle que Poincaré prétend lire sur les traits de l'officier si les nouvelles rapportées sont bonnes ou mauvaises. Il lui sait gré de sa « franchise coutumière ». De fait, l'officier de liaison l'instruit, sans détour, de l'action des généraux, et bientôt des rumeurs grondant contre Joffre ; il multiplie les angles d'attaque contre le généralissime.

Bien évidemment, Pénelon accompagné du général Duparge, secrétaire militaire, escorte le Président lors de déplacements sur le front. Au vrai, Pénelon apparaît comme le meilleur agent de renseignement du président de la République, aussi bien en ce qui concerne les opérations militaires que les rivalités au sein du GQG. A-t-il eu une influence réelle sur Poincaré ? Toujours est-il que celui-ci, fort satisfait de ses services, le place en janvier 1919 à la tête de la maison militaire et tente d'intervenir en sa faveur pour le faire passer du grade de général de brigade (1916) à celui de général de division. Il est promu, malgré les réticences de Clemenceau, en juin 1919. Une réelle convergence de vues existe entre les deux hommes en ce qui concerne Clemenceau et ses maladresses gouvernementales en Alsace après l'armistice. Par ailleurs, Poincaré s'avère des plus discrets sur ses rapports avec ses conseillers militaires, Beaudemoulin ou Duparge ²⁶.

Parmi les attachés militaires à la présidence de la République, l'un d'entre eux cependant, le capitaine de vaisseau Grandclément, paraît avoir entretenu des relations privilégiées avec Poincaré. Chaque année, tout au cours du conflit, il lui renouvelle ses vœux, le renseignant avec force détails sur les campagnes navales, en particulier en Orient. Il ose solliciter son intervention pour accéder au grade de vice-amiral, sans guère de succès semble-t-il. En décembre 1918, il plaide sa cause : « Combien je serais honoré de me retrouver à nouveau près de vous. » Cette fois, le vœu est exaucé, puisqu'en 1919 Grandclément figure en premier sur la liste des attachés militaires à la Présidence. Après le septennat, Grandclément continue d'écrire à Raymond Poincaré, le tenant au courant de ses diverses responsabilités²⁷.

Le président de la République, Raymond Poincaré, a su incontestablement s'entourer de secrétaires généraux civils ou militaires aux qualités indéniables, et ce, qu'il les ait connus et estimés antérieurement à son élection en 1913 ou qu'il les ait appréciés sur le tas. A l'évidence, un climat de confiance, de sympathie, voire d'amitié, a existé entre lui et ses collaborateurs immédiats. N'a-t-il pas rappelé à lui, la guerre terminée, Adolphe Pichon, Fénelon et l'énigmatique Marcel Gras, son secrétaire particulier²⁸? Travailleur acharné, homme peu communicatif, Poincaré a su vaincre sa réserve, son septennat s'achevant, pour écrire des lettres de recommandation en faveur de certains de ses collaborateurs, se préoccupant de leur avenir.

²⁶ Notations égrenées tout au cours du *Au service de la France*.

²⁷ Bibl. nat., Fonds Poincaré, Correspondances, T. XI.

²⁸ Ni l'archiviste de l'Ordre des avocats, Y. Ozanam, ni l'archiviste des AD de la Meuse, ni François Roth, biographe de Poincaré (*Raymond Poincaré*, Paris, Fayard 2000) n'ont pu me fournir de renseignement sur Marcel Gras.

Rosemonde Sanson, « L'entourage de Raymond Poincaré, président de la République (février 1913-février 1920), *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°8, mai-août 2009. www.histoire-politique.fr

En février 1920, il s'adresse à Gustave Lhopiteau, ministre de la Justice, en ces termes : « Je serais désireux de confier à M. Pichon les fonctions de secrétaire général adjoint de la Délégation française à la Commission des Réparations », et de louer les qualités de son secrétaire civil. Il envoie corrélativement une missive au ministre de la Guerre, André Lefèvre, fort élogieuse envers Pénelon : « J'ai été, en toutes circonstances, très satisfait des services du général Pénelon, officier de liaison pendant une grande partie de la guerre, [...] secrétaire général militaire à l'Élysée après l'armistice », et de consigner : « Il a toujours fait preuve des plus grande qualités intellectuelles et morales. Partout où il ira, il saura s'acquitter brillamment des devoirs qui lui incomberont ²⁹. » Ces interventions prouvent l'excellence des relations entretenues par Poincaré avec ses plus proches collaborateurs. Elles valent reconnaissance.

Esquisser, pour finir, une comparaison, quelque peu convenue, entre l'entourage du président Poincaré et celui de l'actuel hôte de l'Élysée, Nicolas Sarkozy, permet de mieux faire ressortir les spécificités institutionnelles d'alors. A présent, on le sait, le président de la République s'entoure d'une pléthore de conseillers, experts en tel ou tel domaine, et son secrétaire général ainsi que certains conseillers spéciaux s'expriment dans les médias, en place, parfois, des gouvernants. *A contrario*, Raymond Poincaré s'est contenté d'une équipe des plus restreintes de collaborateurs civils dont émerge le seul secrétaire général ; le détenteur de ce poste, malgré sa compétence, reste un homme de l'ombre. Faut-il rappeler au passage que l'historien(ne) présentant les collaborateurs du président de la République au début du XX^e siècle doit s'accommoder de glanes puisque aucune liste n'est disponible à cette époque ?

Le Président Poincaré, dans le cadre de la « constitution Grévy » qu'il applique avec regret, aime cependant à s'informer. Ses *Notes journalières* révèlent qu'il consulte beaucoup, recevant dans son bureau nombre de responsables politiques de tous les niveaux. Il fait connaître lui-même ses décisions tout en respectant le principe qu'il avait antérieurement préconisé : le gouvernement gouverne. Evidemment il convient de penser aussi à la complexification, au cours d'un siècle, des affaires de l'Etat et surtout au rôle différent imparti constitutionnellement au président de la République au temps des III^e et V^e Républiques.

L'auteur

Rosemonde Sanson, agrégé d'histoire et de géographie, docteur en histoire et docteur ès lettres, et maître de conférences honoraire de l'université de Paris I, Panthéon-Sorbonne. Ses travaux portent sur les célébrations nationales, la mise en scène du pouvoir et aussi sur le personnel et les partis politiques principalement de la III^e République. Parmi eux : *Le 14 juillet. Fête et conscience nationale (1789-1975)* (Flammarion, 1975) ; *L'Alliance républicaine démocratique. Une formation du Centre (1901-1914)* (PUR, 2003) ; « Les parlementaires vus par eux-mêmes », dans Jean-Marie Mayeur (dir.), *Les parlementaires de la III^e République* (Publications de la Sorbonne, 2003) ; « Le centrisme dans l'Alliance démocratique », dans Sylvie Guillaume (dir.), *Le centrisme en France aux XIX^e-XX^e siècles. Un échec ?* (MSHA Bordeaux, 2005) ; « René Coty et Charles de Gaulle, une rencontre bienvenue », dans

²⁹ Cf. Archives du Conseil d'Etat, dossier Pichon et SHAT, dossier Pénelon.

Rosemonde Sanson, « L'entourage de Raymond Poincaré, président de la République (février 1913-février 1920), *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°8, mai-août 2009. www.histoire-politique.fr

Odile Rudelle et Didier Maus (dir.), *La Normandie constitutionnelle. Un berceau des droits civiques ?* (Economica, 2007).

Résumé

Au cours de son septennat, le Président Poincaré s'est entouré successivement de trois secrétaires généraux civils et de trois secrétaires militaires, la guerre impliquant le recours à des personnalités à la retraite. Adolphe Pichon (1913-1914, puis 1919-1920) et Olivier Sainsère (1915-1918) possèdent une compétence acquise dans divers cabinets ministériels et au Conseil d'Etat. L'avocat Félix Décori (1914-1915) est un vieil ami du Président. Les généraux Beaudemoulin (1913-1914), Duparge (1914-1918) désignés par le ministre de la Guerre puis Pénélon (1919-1920) appelé par le Président qui l'a apprécié comme agent de liaison avec le GQG ont dirigé sa maison militaire. Poincaré a entretenu d'excellents rapports avec ses collaborateurs (cf. ses notations dans *Souvenirs* et *Notes journalières*).

Pour citer l'article :

Rosemonde Sanson, « L'entourage de Raymond Poincaré, président de la République (février 1913-février 1920), *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°8, mai-août 2009.